

Sommaire

- Introduction : Enquête
sur un champ de bataille — 7**
- Capter, enfermer, discipliner — 21**
- La ségrégation endocoloniale — 35**
- La tactique de la tension — 77**
- Le marché de la coercition — 119**
- L'industrialisation de la férocité — 153**
- Le renforcement du socio-apartheid — 183**
- Face à la globalisation sécuritaire — 227**
- Police impériale, guerre sociale — 273**
- Notes — 281

Introduction

Enquête sur un champ de bataille

Depuis la fin du xx^e siècle, les grandes puissances impérialistes sont entrées dans une nouvelle phase de conquêtes à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de leurs frontières¹. Les différentes formes de misère, les inégalités socio-économiques et les révoltes populaires s'étendent et se multiplient. Dans le même temps, le contrôle, la surveillance et la répression sont devenus des marchés très profitables. Il existe des liens structurels entre ces phénomènes et les transformations des violences policières.

La police prétend défendre ce que l'État appelle « l'ordre public ». Cette fiction légitime son fonctionnement réel en cachant le fait qu'elle protège un ordre social inégalitaire. Nous pouvons donc étudier la police comme un appareil d'État chargé de maintenir l'ordre social par la force, organisé rationnellement pour produire de la violence. Les études focalisées sur ce que l'on appelle des « violences illégitimes » ou « illégales », des « bavures » et des « accidents » n'observent qu'une partie du phénomène. Elles insistent sur le fait que la police tente de réduire le risque de tuer dans les sociétés qu'elles appellent « démocratiques² », que les agents de la force publique travaillent à contenir leur violence et que la brutalisation physique ne

La domination policière

représente qu'une exception. En ne regardant la police que *depuis* la police, on ne voit que ce qu'elle veut bien nous montrer, on adopte son point de vue. Il devient alors impossible de comprendre l'impact et les effets sociaux de comportements pouvant être minoritaires dans la carrière d'un policier, mais qui structurent profondément la vie de celles et ceux qui les subissent quotidiennement et de plein fouet. De telles études masquent aussi le système général des violences symboliques et physiques provoquées par l'activité policière. Les rondes et la simple présence, l'occupation virile et militarisée des quartiers, les contrôles d'identité et les fouilles au corps, les chasses et les rafles, les humiliations et les insultes racistes et sexistes, les intimidations et les menaces, les coups et les blessures, les perquisitions et les passages à tabac, les techniques d'immobilisation et les brutalisations, les mutilations et les pratiques mortelles ne sont pas des dysfonctionnements ; il ne s'agit ni d'erreurs, ni de défauts de fabrication, ni de dégâts collatéraux. Ce sont là au contraire les conséquences de mécaniques instituées, de procédures législatives et judiciaires, de méthodes et de doctrines enseignées et encadrées par des écoles et des administrations. Nous verrons que même les meurtres policiers relèvent en grande partie de l'application d'idées et de pratiques portées par les différents niveaux de la hiérarchie policière et politique. Nous parlerons donc de pouvoir policier pour désigner le champ de forces institué qui permet à des agents de police de distribuer les régimes de violence que les classes dominantes jugent nécessaires au maintien de l'ordre social, économique et politique. Si l'expression « violences policières » permet de distinguer ces pratiques spécifiques des violences judiciaires, militaires ou carcérales, la violence est bien constitutive de l'État, de ses appareils et des

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

rapports sociaux de domination en général. Une violence que condense à lui seul le mot « police », qui contraint chaque fois qu'il est prononcé et par sa seule existence. Toute la police est violence jusque dans ses regards et ses silences.

D'autres recherches universitaires ont décrit la technicisation et la rationalisation continue de la violence policière en France au cours du xx^e siècle³. Elles ont montré que l'État tend continuellement à restreindre l'usage de la violence guerrière et mortelle contre sa propre population à travers un processus uniforme de « démocratisation » des sociétés occidentales. Or, ce phénomène effectivement observable ne concerne que certaines parties du territoire, certaines époques et certains groupes sociaux soumis au pouvoir policier. Il dissimule la permanence à travers les siècles de régimes de violence guerriers, mortels, et du recours à la force physique contre les corps jugés illégitimes et sacrificiables, aux colonies et dans les territoires métropolitains où sont concentrés les misérables, ou contre les groupes jugés subversifs et les mouvements révolutionnaires.

Ce prisme de la « démocratisation » ne permet pas d'observer la continuité des transferts et traductions de dispositifs de pouvoir et de savoir entre situations coloniales et métropolitaines, ainsi qu'entre les répertoires militaires et policiers. Il me semble pour ma part impossible d'analyser les transformations du monde contemporain sans étudier la conjugaison et l'interaction permanente des configurations coloniales et métropolitaines, sans penser conjointement l'organisation conjugquée des centres et des périphéries. J'assume par ailleurs d'enquêter pour l'émancipation collective, ce qui implique de prendre pour point de départ la situation des mondes exploités, dominés et opprimés.

La domination policière

Personne n'écrit de nulle part. Toute enquête est le résultat d'un travail de recherche inscrit dans un cadre théorico-politique dont il faut rendre compte. Elle est toujours déterminée par la position de l'enquêteur dans la société, depuis laquelle il regarde et s'exprime, et par son parcours de vie. Lorsqu'il se présente comme « neutre » ou « extérieur » au monde qu'il étudie, l'enquêteur masque sa propre situation, les privilèges qu'il retire de l'ordre existant, les connivences qu'il peut entretenir avec lui et l'intérêt qu'il peut avoir à ne pas le changer⁴. Il faut savoir d'où parlent les enquêteurs et ce qui motive leurs recherches.

J'ai vu évoluer la domination policière dans les quartiers populaires en habitant vingt-six ans à Gennevilliers, une banlieue ouvrière de Paris classée par l'État au répertoire des « zones urbaines sensibles ». J'ai pu observer d'autres transformations du pouvoir policier dans les divers mouvements de luttes sociales auxquels j'ai participé depuis la fin des années 1990. Je suis le fils unique d'une institutrice de maternelle qui m'a élevé seule en HLM. Je n'ai pas manqué de ce qui nous semblait être le minimum nécessaire pour vivre dignement. Il y avait dans notre appartement de l'amour, des livres et de quoi dessiner, avec juste en bas de l'immeuble l'enchevêtrement de toutes les misères et de toutes les solidarités. La société française m'a identifié, positionné et construit socialement comme un *homme blanc*⁵. J'ai ainsi été confronté de près aux formes les plus grossières et les plus subtiles, les plus tragiques et les plus iniques de l'exploitation économique et des inégalités socio-racistes en France, sans pourtant les subir de plein fouet. Issu d'une famille juive algérienne ayant subi le colonialisme et l'antisémitisme de l'État français, je suis l'héritier de conditions matérielles et symboliques d'existence contradictoires qui permettent

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

d'évoluer des deux côtés de la frontière impériale. Depuis cette position hybride, j'ai vu fonctionner chaque jour les stigmatisations et les discriminations institutionnelles, les manières de trier et de gérer les habitants des quartiers, famille et amis, selon qu'ils étaient considérés ou non comme légitimes. Et j'ai constaté les effets de la police et de l'argent sur les formes de vie populaires.

J'ai grandi dans un espace de coercitions conjuguées de classe, de race et de genre, cerné par les violences d'État. J'ai vécu aux côtés des plus exploités et des plus opprimés tout en appartenant aux strates sociales supérieures du quartier – ce qui m'a souvent protégé des brutalisations policières et m'a facilité l'accès à l'université et aux diplômes. Le choix de mener mes recherches de manière indépendante m'a maintenu dans des conditions économiques précaires, mais j'ai continué à bénéficier au quotidien de la suprématie blanche, du patriarcat et de capitaux symboliques. Si une partie du fonctionnement intime du pouvoir policier m'est restée inaccessible – ce que le travail d'enquête doit corriger –, je peux cependant décrire certains aspects d'un système que j'ai vu opérer au quotidien, par exemple dans sa manière de sélectionner les corps face auxquels il retient sa brutalité.

Mes plus lointains souvenirs de violences policières remontent à l'école primaire. Dès cette époque, nous ressentions dans la présence et le comportement des policiers les marques d'une hostilité profonde envers les habitants du quartier, plus intense à l'égard des habitants non blancs, des plus pauvres et de tous ceux qui résistaient à la police et aux autorités locales. L'activité de la police participait fortement à la construction d'une culture commune en opposition. Cette conscience collective de l'oppression et de la ségrégation est montée en puissance tout au long

La domination policière

des années de restructuration néolibérale du capitalisme. Une communauté d'entraide et de complicités s'élaborait face à l'enchevêtrement des misères et des oppressions sécuritaires. L'impact de la police sur notre perception du monde a fondé notre relation sociale à ce monde : les frontières tracées par la violence policière désignaient clairement ceux qui appartenaient au groupe des humains légitimes et les autres, sujets sans valeur ni droits, que l'État peut abîmer ou sacrifier.

Gennevilliers est une banlieue ouvrière dont l'industrialisation a commencé à la fin du XIX^e siècle et la désindustrialisation dans le courant des années 1970. Mon grand-père est venu y vivre et travailler au début des années 1950 lorsqu'il a quitté définitivement l'Algérie. J'ai grandi au pied des murs des usines Chausson, celles des « bagnards de l'automobile ». Après un siècle de longues grèves et de luttes sociales – en soutien aux républicains espagnols, contre le racisme, pour l'indépendance de l'Algérie – elles ont licencié pendant deux décennies puis ont fini par déposer le bilan en 1993. J'y ai vu se développer et se matérialiser les principaux axes de la transformation de la violence policière : la fabrication d'un chômage de masse, la précarisation et l'accroissement des inégalités, le développement de la « politique de la ville », les transformations de la ségrégation socioraciste, la formation de la police des cités, le quadrillage des quartiers par l'expérimentation des polices de proximité, la généralisation de la provocation par des polices d'intervention, la perpétuation d'une structuration virile, blanche et bourgeoise de la violence policière, l'émergence de nouvelles formes d'autodéfense et de contre-attaques parmi les habitants, l'application d'une contre-insurrection de basse intensité face à la multiplication

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

des révoltes, les impacts sociaux de la fabrication médiatique et politique des nouveaux « ennemis intérieurs », la restructuration des quartiers populaires et l'extension de la mégalopole capitaliste par la « rénovation urbaine », l'intensification de la domination policière et le renforcement du socio-apartheid par la « guerre à la délinquance » ainsi que le développement de l'incarcération de masse. J'ai observé au quotidien les implications réelles et concrètes de tous ces phénomènes qui font système avec la violence policière.

Durant l'automne 2005, j'enquêtais le jour dans les archives de la Défense nationale pour ma thèse, et j'étais le soir, à Gennevilliers, confronté à cette sorte de guerre policière de basse intensité que nous livrait l'État français. Je me souviens de longues discussions avec quelques amis dans les halls du bâtiment Jean-Jacques-Rousseau où j'ai passé mes premières années, dans la cité du Luth, autour des documents exhumés dans les archives de l'École militaire. Nous analysions en petits groupes l'évolution des figures de l'ennemi intérieur dans l'armée française, depuis les « fellaghas » jusqu'aux « sauvagions de banlieue », et l'influence des méthodes de guerre coloniale sur le maintien de l'ordre contemporain. Quand les révoltes se sont coordonnées face à l'offensive policière et que le gouvernement a décrété l'état d'urgence, nous avons vu des unités de la police française quadriller les quartiers et s'y lancer dans des chasses militarisées qui rappelaient des formes d'occupations coloniales.

À Gennevilliers, j'ai observé d'assez près les conséquences de la domination policière pour ne jamais douter de la nécessité de la combattre. J'ai ensuite été témoin des transformations de la police face aux mouvements sociaux et aux mouvements de lutte auxquels j'ai pris part depuis la fin des années 1990.

La domination policière

Alors que je les ai souvent vécues de manière « accidentelle » et indirecte dans les quartiers populaires, j'ai été personnellement confronté aux violences policières physiques appliquées aux luttes sociales et aux mouvements révolutionnaires dans des contextes assez variés. Lorsque ce livre a paru la première fois en 2012, j'avais vécu une cinquantaine de situations de brutalisations physiques, dont une dizaine où j'étais impliqué sans être personnellement agressé, et quelques-unes où j'avais subi de la coercition sans blessures. Quant aux situations de violence symbolique vécues ou observées, elles étaient déjà innombrables.

Depuis la publication d'une première enquête sur l'ordre sécuritaire en 2009⁶, j'ai été invité dans de nombreux débats, par des associations, des universités, des librairies, des maisons de quartier ou des collectifs de lutte pour discuter de contrôle et de répression, de police et de racisme, de violence d'État et de résistances populaires. J'ai côtoyé pendant toutes ces années des membres de collectifs de soutien aux prisonniers, de comités anti-répression et de comités « Vérité et justice » pour des personnes tuées par la police, dans de nombreuses villes en France. Dans chacun de ces lieux, on m'a rapporté les histoires locales de violences policières qui ont marqué les esprits, celles qui ont donné lieu à des luttes collectives, celles du quotidien et qui n'ont jamais de dates, les nouvelles méthodes et les anciennes techniques, ce qui traumatise et ce dont on ne s'indigne même plus. Tout en participant à ces luttes, j'ai récolté ces mémoires confiées par celles et ceux qui savent qu'en tant que « Blanc et diplômé », je ne suis généralement pas soumis aux procès en objectivité réservés aux classes et aux castes dominées, et que j'ai donc beaucoup plus de chances de pouvoir porter publiquement leurs récits. Je les ai

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

confrontés aux centaines de discussions menées avec les habitants de ma banlieue durant des années. Ces cahiers sans papier ni encre ont fourni une sorte d'archive populaire, un corpus de récits d'agressions policières, une expérience collective venue des opprimées elles et eux-mêmes. Malgré ce qu'en disent de nombreux sociologues de la police, la parole populaire n'est pas moins fiable que la parole policière : elle a au contraire l'avantage d'être réfutable et falsifiable, il est possible de confronter de nombreuses versions, de les croiser et de les recouper tandis que l'esprit de corps et la culture policière produisent généralement des rhétoriques formatées et des regards officiels sur l'événement. Mais comme toute archive orale ou écrite, ces sources donnent d'abord accès à des perceptions de faits ; les faits eux-mêmes ne pouvant être révélés que par la confrontation critique de sources multiples et indépendantes.

Depuis le début du troisième cycle universitaire, j'ai aussi parcouru des séminaires et des laboratoires universitaires, des bibliothèques et des colloques de sciences sociales où l'on justifiait « scientifiquement » le fonctionnement de la violence d'État. J'ai pu observer l'élaboration de ce système coercitif, de sa légitimation idéologique jusqu'à sa mise en œuvre sur le terrain. Si « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre⁷ », j'en suis revenu convaincu que la sociologie, « ça sert d'abord » à contrôler les classes dominées. Mais les luttes m'ont aussi montré que les sciences sociales renferment des outils d'analyse et d'enquête qu'il est possible d'utiliser ou de transformer pour forger nos propres armes de libération.

J'ai croisé mon histoire personnelle et ces observations partielles avec un travail de recherche critique en sciences sociales permettant d'observer la police depuis toutes les perspectives qui m'étaient

La domination policière

accessibles. Pour étudier les conditions économiques, politiques et sociales qui propulsent les bouleversements en cours, j'ai constitué un terrain en relief, un enchevêtrement de sources écrites et orales aux statuts multiples, indépendantes les unes des autres, que j'ai confrontées aux récits et aux mémoires collectives recueillis au long de ces années. J'ai tout d'abord compilé les archives du réseau « Résistons ensemble aux violences policières » et celles réunies par l'historien de la police Maurice Rajsfus dans sa publication *Que fait la police?* Ces corpus donnent accès à des centaines de « faits » de violence policière quotidiens, rendus publics et construits par les médias dominants ou passés sous silence dans la presse et révélés par des réseaux populaires et militants tout au long de la décennie 2000. Ces archives mettent à disposition une somme extrêmement riche de faits vécus – des agressions policières dans les quartiers populaires jusqu'à celles subies par les mouvements sociaux – et autant de manières de mettre en cause ces violences.

Pour confronter ces perspectives avec les régimes de justification des producteurs de contrôle, j'ai réuni une vingtaine d'autobiographies et de récits de vie de policiers en activité depuis 1968 mais plus précisément sur la période 1989-2012. J'ai décortiqué une dizaine d'entre elles⁸. J'ai aussi récolté des entretiens réalisés avec d'autres policiers par des journalistes ou des sociologues. Ces sources ne sont pas moins problématiques⁹. Les discours policiers dépendent de mémoires individuelles et collectives, de stratégies symboliques, d'idéologies instituées mais ils livrent aussi les éléments d'une culture de métier, des répertoires de comportements, des descriptions personnelles de situations, des manières d'assimiler les doctrines, des anecdotes caractéristiques, les frontières des normes et des marges

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

incorporées par ces profils particuliers que sont les policiers-auteurs¹⁰.

J'ai consulté parallèlement et régulièrement des blogs de policiers comme *videosdepolice.com*, *police.etc*, blog du policier Bénédicte Desforges, ou *Policetcetera*, blog du commissaire Georges Moréas. Ils donnent accès à certains phénomènes à l'œuvre dans l'assimilation des doctrines, l'évolution de la culture et des modes de mises en pratique des petits et moyens chefs de police, les débats et les passions qui les animent et les opposent entre eux. J'ai croisé ces récits et ces rhétoriques avec l'analyse de contenus issus de la presse policière. J'ai étudié les discours et les imaginaires produits et légitimés par des revues de différents statuts : des magazines « grand public » comme *Police Pro*, des revues d'analyse et de points de vue comme *DSI Défense et Sécurité internationale*, des revues professionnelles issues de l'institution comme *Gend'info*, magazine de la gendarmerie nationale, *Civique*, le magazine interne du ministère sur les missions de police ou encore *La revue de la police municipale*, publication de l'Union syndicale professionnelle des policiers municipaux.

J'ai croisé ces terrains avec les résultats de différentes enquêtes en sciences sociales sur les pratiques et les discours, les techniques et les doctrines policières. Plus récentes en France qu'aux États-Unis, ces dernières révèlent une grande diversité d'approches théoriques et méthodologiques¹¹. Mais il y est largement admis que les policiers de rue cherchent moins à faire respecter la loi – qu'ils connaissent rarement et ne peuvent d'ailleurs jamais maîtriser parfaitement – qu'à maintenir l'ordre social comme incarnation publique de la loi et de l'État¹². Parmi ces études, les perspectives critiques insistent sur le fait que la police défend moins l'ordre national établi qu'un ordre en formation permanente, un « ordre en

La domination policière

train de s'établir, à partir du désordre et à travers lui¹³ ». C'est un point important : il s'agit d'analyser la production de violence policière comme un processus traversé de contradictions et lié à des rapports de forces en transformation constante. Ces études débattent généralement pour savoir si c'est l'intensité des inégalités ou la peur ressentie par les policiers qui déterminent principalement leurs pratiques de brutalisation. Car il semble en effet que la perception d'un environnement hostile et « l'indice d'exposition du policier à l'agression violente » entrent en jeu¹⁴. S'il est évident, lorsqu'on la regarde depuis le champ de bataille, que la brutalisation policière n'est pas toujours déterminée par de la peur ou des menaces réelles, la question du rapport de forces semble bien décisive. Nous verrons qu'elle reste pourtant déterminée en amont par la race, le genre et la classe.

Il faut sérieusement prendre en compte l'évolution des situations dans lesquelles les policiers sont déployés. S'ils les observent à travers le prisme des mises en scène médiatico-politiques (la « jungle », la « guérilla », le « chaos »...), les policiers se confrontent réellement à l'émergence de nouvelles formes d'insoumissions populaires et à la montée en puissance de nouvelles pratiques collectives d'auto-défense. Toujours distincts dans leur puissance et leur productivité suivant la classe, la race et le genre de celles et ceux qui y font face, les régimes de violence policière réagissent effectivement à tout ce qui déstabilise les rapports de forces.

Je propose d'analyser de manière indisciplinée les structures politiques, économiques et sociales qui déterminent les transformations des violences policières ; étudier dans un même mouvement les mises en pratique des agents de police, leurs effets sociaux sur la vie quotidienne, les nouveaux rapports de forces et les nouveaux types de conflits auxquels la

Introduction : Enquête sur un champ de bataille

police s'attaque ; décrire les tactiques politiques, les stratégies économiques et les pratiques policières qui assurent la reproduction de la domination raciste, patriarcale et capitaliste.

En 2013, l'année suivant la première publication de ce livre, j'ai été attrapé par des policiers de la Brigade anticriminalité (BAC) à Toulouse, dans l'un des derniers quartiers populaires du centre-ville. Ils se sont mis à trois pour me plaquer au sol, m'étrangler et me menotter les mains dans le dos. Puis ils m'ont soulevé et traîné par la chaîne des menottes serrées contre l'os jusqu'à un véhicule de police qui m'a conduit au commissariat central. Là, toujours menotté, des policiers m'ont cogné la tête contre les murs et les portes avant de me laisser étalé par terre, au milieu du couloir, devant les bureaux des officiers de police judiciaire qui ne pouvaient ignorer mes cris de douleur – mais qui ne s'en sont jamais inquiétés. J'ai ensuite été emmené à l'hôpital par un policier qui refusa devant l'ambulancière de me démenotter malgré mes hurlements et mes demandes. J'y ai passé plusieurs jours. Un médecin légiste a rédigé un constat de trois pages égrenant la liste de mes blessures. Six policiers ont porté plainte contre moi pour « outrage, violence et rébellion », leurs récits sont tous grossièrement contradictoires entre eux. Huit ans plus tard, alors que ces policiers n'ont jamais été inquiétés, j'en garde des séquelles et je continue à subir la pression de ce jugement, reporté pour la dixième fois en 2020. Le traitement qui m'a été infligé au commissariat par l'ensemble des policiers et la protection que leur offre l'institution judiciaire n'ont fait que confirmer ce que j'avais écrit dans ce livre : la domination policière est précisément régulée et instituée par l'État. L'imbrication de mes recherches sur la répression et de ma

La domination policière

participation aux luttes sociales et contre les violences et crimes policiers, dans les années 2010, a certainement contribué à me valoir la fiche S qui m'identifiait déjà lors de ce passage à tabac comme un « individu susceptible de se livrer à des actions violentes », et continue de me mettre en danger à chaque contrôle d'identité.

Depuis sa publication en 2012, ce livre a circulé à travers différents terrains de lutte et constitué à son échelle un outil de formation et de transmission. Il s'agissait de le mettre à jour. J'y ai intégré les apports de travaux critiques en sciences sociales publiés depuis, nourris de mes propres enquêtes sur les mécaniques sécuritaires. J'ai continué à traiter ces matériaux à partir de réflexions collectives développées au sein des luttes sociales. J'ai aussi recueilli les commentaires de plusieurs comités « Vérité et Justice » et collectifs antirépression. J'ai intégré dans la mesure du possible les perspectives des proches et des familles des personnes tuées pour chaque passage les concernant directement. Tout cela m'a permis de formuler de nouvelles réflexions et de rédiger deux nouveaux chapitres : l'un revient en ouverture du livre sur les généalogies de la police moderne ; le second s'appuie sur une décennie d'enquêtes, de luttes et d'interventions et propose une synthèse sur la transformation du pouvoir policier pendant la séquence 2013-2020.